

Crise financière : la notion d'utilité sociale agite les médias britanniques

Jean-Marc POILPRÉ

Senior Reporter
International Financing Review
jmpoilpre@hotmail.com

Au cours de la crise financière et économique, les journalistes ont eu le plus grand mal à trouver des points d'appui pour décrire et expliquer des événements qui faisaient pourtant les gros titres. En déclarant que certaines activités financières n'avaient « aucune utilité sociale », le patron de l'autorité de régulation britannique leur a servi sur un plateau une expression simple qui leur donnait un point d'entrée dans les débats sur les réformes du monde de la finance. Mieux, la notion d'utilité sociale est devenue un puissant marqueur idéologique entre les grands quotidiens et a aidé la presse à exercer son rôle d'espace public de délibération.

La notion d'utilité sociale des activités financières fait irruption dans les médias à la fin août 2009. Adair Turner, président de la Financial Services Authority (FSA), l'autorité de tutelle du secteur financier britannique, dénonce dans une interview au magazine *Prospect* l'hypertrophie de la City et assure qu'une partie des activités financières qui y ont été développées sont socialement inutiles¹. Il juge également que la taille de la City (et des bonus) pourrait être réduite, éventuellement en imposant une taxe sur les transactions financières – sur le modèle de la taxe Tobin, surnommée par les altermondialistes « taxe Robin des Bois ».

Turner reprend cette idée dans plusieurs discours. C'est une espèce d'appel à l'utilitarisme altruiste dans un milieu où domine depuis des années la théorie des marchés efficients et autorégulateurs.

Quelques mois plus tard, Turner expliquera qu'il avait souhaité lancer un débat sur le rôle des banques et l'impact de leurs activités sur l'économie réelle et le bien-être de la société. Un débat ambitieux car, comme le rappelle l'économiste Élie Cohen, depuis 30 ans, un consensus s'était « formé sur les vertus de la finance de marché autorégulée, libéralisée et privatisée² ». Cohen note que si l'efficacité informationnelle des marchés était une hypothèse « intellectuellement stimulante » mais « fautive », elle a guidé l'élaboration de nombreux produits financiers et des modèles de contrôle des risques. Turner l'admet lui-même dans cette interview : cette théorie faisait partie de l'ADN de la FSA et de bien d'autres régulateurs.

Turner préconisait depuis des mois la re-régulation des marchés financiers. Il avait eu recours à la notion d'utilité sociale dans plusieurs discours et interventions publiques dans la première moitié de 2009. Parfois, il s'exprimait d'une façon un peu plus technique, parfois des euphémismes pouvaient masquer la portée du propos, mais l'expression apparaissait également mot pour mot³. Au cours d'une interview pour la chaîne de télévision *Channel Four News*, le 18 avril 2009, Turner évoquait des innovations financières qui avaient une « valeur sociale minimale » et, quand leur impact sur la stabilité du système financier était pris en compte, leur valeur sociale devenait, toujours selon Turner, « très négative ». La formule d'utilité sociale avait été utilisée dans d'autres contextes par divers commentateurs⁴. Ainsi, l'équipe de commentateurs du *Financial Times* de la section Lex, très suivie par les professionnels de la finance, avait parlé de l'utilité sociale du soutien au système bancaire⁵. Des contributeurs extérieurs du *FT* et du *Wall Street Journal* avaient fait de même, ainsi le professeur G. Medema dans le blog du WSJ, *Real Time Economics*⁶. Mais l'entretien de *Prospect* marque un tournant avec l'entrée en scène des médias généralistes et restreint le champ de l'application de cette expression au monde de la finance.

Un impact médiatique fulgurant

L'article paraît dans le numéro de septembre 2009 de *Prospect*. Il s'agit d'un entretien sur huit pages où Turner est interrogé par un panel de journalistes financiers et d'économistes. D'ailleurs, le mensuel choisit de décrire l'entretien comme une table ronde, plutôt qu'une interview. *Prospect* fait dans la sobriété, pour ne pas dire l'austérité : ni la couverture du magazine, ni le titre de l'article, ni le chapeau ou les citations mises en exergue ne font référence aux propos qui focaliseront

l'attention. Seul l'éditorial du magazine annonce des propos qui jusqu'alors n'avaient été « *entendus qu'aux confins de la gauche* » et mentionne le soutien à la taxe Tobin sur les transactions financières, sans mentionner la formule choc de Turner. L'inutilité sociale de certaines activités financières n'est énoncée qu'à la troisième page. Le soutien, conditionnel, de Turner à une taxe sur les activités financières n'apparaît qu'à la cinquième page.

L'interview est mentionnée dans une dépêche de *Reuters* dès le 26 août, juste avant minuit – l'agence reprenait des citations de Turner apparue dans les « médias britanniques », sans aucune mention de l'expression « utilité sociale⁷ ». Le matin du 27 août, le *Guardian* titre en première page : « *Financial Services Authority chairman backs tax on «socially useless» banks⁸* ». Un des commentaires postés par un lecteur sur le site du *Guardian* semble approuver la terminologie : « *Hmmm...»socially useless». Now there's an accurate term* ». Le commentaire est assez ironique et invite à mettre dans ce même sac de l'inutilité sociale les régulateurs, le premier ministre et le Parlement. Dans un autre commentaire, un lecteur souhaite que les propos de Turner contribuent à amorcer une réflexion sur ce qui est socialement utile ou pas.

Le blog du *Financial Times* Alphaville résume en quelques lignes les propos de Turner, tôt le 27, sans faire référence à l'expression « socialement utile », mais un commentaire de lecteur relève que l'interview inclut cette expression – que l'auteur du *Post* dit ne jamais avoir entendue auparavant. Il désapprouve et évoque un rideau de fer socialiste... Certains commentaires à l'article du *Guardian* susmentionné font également part de leur désapprobation et associent la notion d'utilité sociale au socialisme et aux voitures Trabant⁹.

Dans certains articles, il n'est pas toujours clair si c'est cette notion d'utilité sociale ou le soutien (conditionnel) apporté par Turner à une taxe sur les transactions financières qui choquent. *BBC Radio 4* interroge le matin du 27 Angela Knight, présidente de l'association des banquiers britanniques (BBA). L'interviewer de la BBC explique que les propos de Turner agitent la City et il résume pour les auditeurs l'intervention de *Prospect* (d'une part, la City est hypertrophiée et il faut en réduire la taille, si besoin est, en la taxant ; d'autre part, Turner considère que certaines activités n'ont pas d'utilité sociale¹⁰). N'ayant pas lu *Prospect*, Knight est très prudente et affirme que les propos de Turner lui font davantage penser à une réflexion à voix haute qu'à l'énonciation d'une politique. Le lendemain, Knight publie un article plus détaillé dans *l'Evening Standard* de Londres. La présidente de la BBA y indique clairement que ce sont les taxes qui la gênent le plus¹¹.

Mais rapidement, la notion d'utilité sociale gagne en importance, étant parfois délibérément mise en avant.

Ainsi, la chaîne CNBC invite, toujours le 27 août, un des participants à la table ronde, l'économiste Paul Woolley. C'est lui qui avait lancé Turner sur le thème de l'hypertrophie de la finance dans la société. La première question posée à Woolley par CNBC est de savoir si Turner parlait sérieusement de cette taxe ou voulait juste susciter un débat. Woolley répond que la taxe est seulement un des points abordés par Turner. L'économiste insiste sur le fait que le message clé de l'interview est que la City n'est pas aussi efficiente qu'on le croit et que certaines activités sont « socialement inutiles¹² ». CNBC tente de limiter les débats à la question de cette taxe qui pourrait peser sur les transactions financières au niveau mondial. Woolley, quant à lui, préfère se concentrer sur le rôle qui devrait incomber aux banques dans l'économie.

La couverture médiatique impressionne visiblement *Prospect*, qui publie sur son site dès le 28 août une longue revue de presse et souligne que même des journaux d'Indonésie, de Singapour et de Bangkok se sont fait l'écho de la table ronde – en fait, en reprenant ou en s'appuyant sur des dépêches de *Reuters* et de *l'AFP*. En France, *Le Figaro* titre : « *Le gendarme de la finance britannique attaque la City* » (28/08/2009) ; le même jour, le *Wall Street Journal* clame : « *FSA Chairman Suggests a Tax on Banks, Drawing a Lot of Fire* ».

Consulté pour cet article, un des interviewers confiait avoir été surpris par toute cette polémique¹³. « *While Turner had said similar things before, the mainstream press had never really focused on them. (City regulator says City not socially useful !!)* », expliquait-il. Mais l'article est paru en août, c'est-à-dire à un moment où les journalistes ont bien peu à se mettre sous la dent. « *The mainstream press turned it into a story. It is often thus with journalism,* » concluait-il, donnant en exemple un cas resté célèbre : celui du joaillier Gerald Ratner, qui a irrémédiablement terni la réputation de sa chaîne de bijouteries en tenant des propos pour amuser la galerie, mais qui ont été repris dans la presse.

Un énonciateur singulier

Lorsqu'un sujet fait la première page du *Guardian* et est abordé par la Matinale de *BBC Radio 4*, il prend une tout autre dimension. Pourtant, l'article de *Prospect*, qui apparaît comme un « discours source » pour la

presse, est plutôt technique et n'est pas qualitativement très différent des interventions publiques faites par Turner dans les mois précédents. Turner n'a pas tenté de jouer les médiateurs, ni cherché à se mettre à la portée du grand public. Turner est néanmoins sorti du cadre restreint du monde de la finance et, en s'exprimant dans ce mensuel, il a créé l'actualité et touché un public très différent¹⁴. Manifestement, *Prospect* est lu par les journalistes des grands quotidiens britanniques, ou du moins ceux-ci prennent bonne note de ce qu'il s'y publie. En outre, Turner utilise une expression immédiatement reconnaissable et qui fait sens, ce qui n'a pas été la norme durant la crise financière et son avalanche de termes techniques.

Turner est lui-même très connu au Royaume-Uni et occupe des fonctions officielles importantes depuis près d'une dizaine d'années. Il a l'habitude de s'adresser aux grands médias et de communiquer à travers eux. Turner est souvent considéré comme un électron libre ou du moins, difficile à classer¹⁵. L'hebdomadaire français *Le Point* évoque « *Un provocateur à la City*¹⁶ ». Selon *Marianne*, Turner « *s'ingénie à provoquer les barons du grand capital* » et cherche à « *contrer l'avidité ambiante en renouant avec une poignée d'évidences balayées par l'orthodoxie dominante*¹⁷ ».

Le soutien partiel à la taxe sur les transactions financières est également un thème connu puisque depuis des années, une campagne est menée en faveur de la taxe Tobin, censée être prélevée au profit des pays d'Afrique. Turner accepte le principe d'une taxe, mais sans visée tiers-mondiste. Il réfléchit au meilleur mécanisme pour réduire l'hypertrophie des banques, et fait part de sa préférence dans l'interview de *Prospect* pour une autre solution : accroître les exigences de capital (c'est-à-dire, forcer les banques à mettre de côté des fonds pour absorber les pertes que des activités risquées pourraient occasionner). Si cela échoue, alors une taxe pourrait être envisagée. Contrairement aux règles prudentielles et aux débats sur les pourcentages de capital nécessaires pour faire face à une crise, les journalistes sont en territoire connu avec cette taxe Tobin.

D'autres thèmes de la table ronde ont eu moins d'impact, mais sont également significatifs. Par exemple, Turner s'interroge sur un monde où on ne peut plus dire que plus de marché est nécessairement mieux et où les régulateurs ne peuvent plus baser leurs décisions sur l'hypothèse de l'efficacité informationnelle des marchés. Gillian Tett, qui avait participé à la table ronde de *Prospect*, mettra l'accent sur ce chantier intellectuel dans une chronique du *Financial Times*, le 27 août¹⁸. Lors de cette table ronde, Turner soulève également des questions pour le

moins intéressantes, liées à cette croissance de l'industrie de la finance jusqu'à l'hypertrophie : pourquoi un tel pourcentage de diplômés des meilleures universités choisissent de travailler dans le secteur financier ? pourquoi, dans les années précédant la crise, les banques avaient-elles besoin d'autant de ressources ? Un reportage de *Channel Four News* mettra en avant cet aspect de l'interview. Turner remet aussi en cause l'idée que la compétitivité de la City soit une valeur en soi qu'il est du devoir des régulateurs et de la classe politique de préserver.

Mais ces thèmes forment davantage la toile de fond. Le devant de la scène est occupé par la notion d'utilité sociale. La reformulation opérée par les grands médias (et de fait, encouragée par Woolley) et la simplification du message initial a satisfait les autres médias qui s'en sont tenus à cette relecture. Mais il est vrai qu'à la base, il y a une véritable information – un régulateur rompt avec un discours profondément ancré Outre-manche, et dans bien d'autres pays. Et l'énonciation est parfaitement intelligible.

Une notion floue

La formule fait mouche. Le patron du courtier interbancaire ICAP jugeait les propos de Turner insultants et s'inquiétait lors d'une soirée de gala des banquiers d'affaires que si on acceptait le raisonnement de Turner, alors les voitures fabriquées par Porsche ou les chaussures de Jimmy Choo étaient également socialement inutiles¹⁹.

Cette notion peut choquer les professionnels de la finance, mais elle n'est pas révolutionnaire. Certes, elle présuppose qu'il y a des principes éthiques sous-jacents, même dans le monde de la finance, mais aussi que l'on puisse faire un tri entre activités utiles et inutiles, et séparer le bon grain de l'ivraie²⁰. Les opinions des professionnels de la finance dans leurs versions les plus simples se retrouvent aux deux extrêmes. D'un côté, certains assurent que leur rôle est de gagner de l'argent, pas de se soucier d'éthique. À l'autre pôle, des banquiers assurent que leurs activités sont utiles tout simplement parce que les marchés financiers sont censés fluidifier l'économie (mettre en rapport ceux qui ont de l'argent à placer avec ceux qui ont besoin d'emprunter) et ne voient pas le besoin pour les régulateurs d'intervenir dans ce processus d'allocation de cette liquidité²¹.

De ce point de vue, la portée de cette notion et son potentiel sont plus limités que l'opposition entre Wall Street (la sphère financière) et Main Street (l'économie réelle), dont se joue Slavoj Žižek. L'opposition entre l'économie réelle, celle des gens « normaux », et la haute finance qui ne

profiterait qu'à une petite élite, peut paraître séduisante pour construire un récit de la crise. Or cette division est vue comme artificielle, non seulement par les penseurs néolibéraux, mais aussi par des penseurs radicaux comme Zizek. Selon celui-ci, le slogan « *Save Main Street, Not Wall Street* » est trompeur, car on ne peut avoir l'un sans l'autre²². Le capitalisme est un bloc et il le rejette comme tel. La moralisation du capitalisme est une autre thématique qui est assez proche de l'utilité sociale, et qui peut comme Main Street/Wall Street être facilement retournée contre ses promoteurs. Ainsi Yvon Quiniou, dans *Le Monde Diplomatique* de juillet 2010, nie qu'une telle moralisation soit possible²³.

Pour la notion d'utilité sociale, telle qu'elle est reprise par les grands quotidiens britanniques, les enjeux et la portée sont bien plus limités, en faisant ressortir néanmoins des clivages extrêmement prononcés

Le *Times* s'oppose

Le quotidien le *Times* se positionne clairement contre cette notion. Le 29 août, un éditorial nie à Turner une quelconque capacité de juger de ce qui est socialement utile ou inutile²⁴. Lord Turner propose un remède impraticable à un problème qu'il exagère, assure-t-il. Le *Times* choisit un angle d'attaque assez classique pour ce quotidien : l'argument fiscal. Si on taxe, les traders vont se délocaliser, explique le *Times*. Ensuite, l'éditorial propose une méthode d'évaluation « objective » des activités économiques : selon que les gens soient prêts ou non à payer pour elles et donc de permettre aux opérateurs économiques d'en tirer un profit. On ne peut pas préjuger de l'utilité sociale d'une activité, parce que les responsables politiques et les régulateurs n'ont pas ce type de connaissance, assure le *Times*.

Le lendemain, c'est un éditorial de l'édition dominicale de ce journal, le *Sunday Times*, qui s'en prend à Turner. Ce n'est pas à Lord Turner ou personne d'autre de dire quelles activités économiques sont socialement désirables, clame l'éditorial²⁵. Il note que de nombreuses entreprises qui font des bénéfices et donnent du travail à beaucoup de personnes auront du mal à rentrer dans cette catégorie. Le *Sunday Times* demande : est-ce que l'industrie de la mode ou du divertissement sont socialement utiles ?

L'argumentaire est dans la lignée du père de la théorie néo-classique, Léon Walras, qui affirmait que les choses sont utiles dès qu'elles peuvent servir à un usage quelconque et satisfont un besoin. Les pouvoirs publics, cependant, ne peuvent s'en tenir à cette approche. Ainsi le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz note que les fabricants de cigarettes

répondent aux besoins des fumeurs et leur activité est bénéficiaire. Cela n'empêche pas les gouvernements d'intervenir pour en corriger ou limiter les rendements sociaux négatifs²⁶. Le secteur financier a montré qu'il pouvait avoir un rendement social négatif – en d'autres termes, il pouvait avoir un coût pour la société.

Dans ce même éditorial du *Sunday Times*, l'argument fiscal réapparaît. Alors que Turner considère que taxer les banques réduirait ces profits gigantesques qui permettent de payer des bonus exorbitants, l'éditorial assure qu'augmenter les impôts est rarement la solution aux problèmes des gouvernements et qu'il vaut mieux réduire les dépenses publiques. Le *Sunday Times* admet cependant que les activités les plus risquées et donc dangereuses des banques devraient être restreintes et si des règles de concurrence inadéquates sont à l'origine des ces problèmes, il faut les renforcer.

Le *Sunday Times* touche un thème considéré par nombre de régulateurs et d'économistes, y compris néolibéraux, comme essentiel : l'existence d'un oligopole. L'absence de concurrence réelle pourrait expliquer pourquoi les banques parviennent à engranger des profits aussi élevés, et peuvent ainsi se permettre de payer des salaires colossaux. On rejoint le débat sur la captation de rente et par extension la captation des régulateurs. Le quotidien économique français *La Tribune* s'en est fait l'écho le 26 octobre 2009, dans un article qui mentionne d'ailleurs Turner²⁷. Vu sous cet angle, si une concurrence insuffisante permet aux banques de ponctionner des sommes indues sur l'économie, les régulateurs sont fautifs et les considérations d'ordre social ou moral pourraient donc n'être que des distractions.

Le 1^{er} septembre, le *Times* ouvre aussi ses colonnes à un ex-rédacteur en chef de l'hebdomadaire *The Economist*, Bill Emmott, qui accuse Turner d'avoir créé un « brouillard » qui empêche de voir les vrais enjeux, tout particulièrement celui de la transparence du monde de la finance. Selon Emmott, la question soulevée par Turner sur la taille acceptable du système financier n'a pas de sens.

D'autres sections du quotidien londonien adoptent le concept pour mieux défendre des secteurs spécifiques, telles les compagnies assurances britanniques. Il est difficile de nier que les produits et les services des assureurs sont socialement utiles et ces entreprises ne devraient pas être mises dans le même panier, lit-on dans le *Times* du 10 septembre 2009²⁸.

Le quotidien conservateur le *Telegraph* reçoit tièdement les propos de Turner. Le journaliste Philip Aldrick note que la polémique et les critiques à l'encontre des banquiers n'a rien de surprenant après les

sauvetages de banques à la dérive, mais remarque que ces activités inutiles sont minoritaires²⁹. La banque, en général, comme le souligne Turner, est vitale, écrit le journaliste, ajoutant plus loin que son rôle social est supérieur à celui de la plupart des industries. Le défi pour les régulateurs est de combattre l'un (l'inutile) sans détruire l'autre (l'utile).

Suivront différents articles, plus négatifs. Le 28 août 2009, le commentateur du *Telegraph* Damian Reece note que Lord Turner n'est pas surnommé « Adair le Rouge » pour rien. Reece ne reprend pas l'expression d'utilité sociale directement. Il fait une référence à la taille de l'industrie de la finance qui s'est développée au-delà de raisonnable. Il admet volontiers que certaines « parties » de la City ont contribué à la crise financière, mais estime que la finance globalisée requiert plutôt un contrôle de la part des actionnaires, qui sont eux-mêmes internationaux par nature³⁰.

Un autre article se demande, en titre, « *Depuis quand est-on contre la création de richesse ?*³¹ » L'article s'interroge sur la représentativité des vues de « Turner le Rouge » au sein de l'entité qu'il dirige. Il insiste que le rôle de la FSA est d'appuyer la City et pas seulement de la contrôler.

Le *Telegraph* publie également un commentaire dans sa section Finance très ironique. Tracy Corrigan regrette le 31 août que payer ses impôts et ses factures ne suffise plus³². Dans le monde actuel, il faut réaliser son potentiel et si possible aider à sauver le monde, écrit-elle. Le 3 mars 2010, le même quotidien publiera un autre article, également très ironique, où est évoquée l'utilité sociale du super-cerveau de Turner³³.

Le Guardian enthousiaste

Le *Guardian*, classé à gauche, prend le contre-pied du *Times* et du *Telegraph*. Le 27 août, le journaliste financier du quotidien, Nils Pratley, chante les louanges de Turner (Il titre : « *Three cheers for Turner*³⁴ »). Il fait sienne l'idée que la taille du secteur bancaire était devenue sans rapport avec son utilité sociale, tout en soulignant qu'il serait stupide de prétendre que les marchés des capitaux modernes n'ont aucune utilité. Personne ne souhaite revenir au marché des crédits immobiliers à la façon des années 1950 ; ce qu'il faut c'est identifier les excès, écrit-il. Utiliser l'arme fiscale pour agir contre ces excès est considéré comme parfaitement légitime.

On retrouve ce soutien à la notion d'utilité sociale, allié au souci de ne pas apparaître trop radical dans un autre article du *Guardian*, rédigé quelques mois plus tard, au moment des élections législatives. Le

journaliste regrette que personne pendant la campagne n'ait répondu à la question soulevée par Turner ni cherché à identifier les segments utiles de la finance, tout en notant bien que même les critiques les plus dures contre la City ne sont pas allées jusqu'à suggérer que toute la finance est socialement inutile³⁵.

Pendant la journée du 27 août, les éditoriaux favorables à Turner se succèdent sur le site du *Guardian*. Stewart Linsley, un contributeur très occasionnel du *Guardian*, dénonce les gains indus des banquiers de la City et voit une opportunité unique pour évaluer la contribution réelle de la City à la performance de l'économie britannique³⁶.

Quelque heures plus tard, Dan Roberts, head of business au *Guardian* et à l'*Observer*, appelle Barack Obama à prendre en compte « l'attaque de Turner contre les banques ». Roberts croit percevoir un air de révolution³⁷. Selon Roberts, « combined with the sight of climate change protesters camped out across the river, Adair Turner's explosive call for an all-out tax assault on the "socially useless" bankers has revived the revolutionary mood ».

Dans la soirée, toujours sur le site du *Guardian*, c'est au tour de Nils Pratley d'inviter dans un article d'opinion le ministère des finances britannique à prendre en compte les propositions de Turner. Il assure qu'il serait faux de croire que tout le monde dans la City pense que Lord Turner a perdu la tête. Il précise que Turner, lui-même, n'a pas dit que les activités des banques d'affaires modernes relèvent du racket, mais beaucoup dans la City le pensent. L'idée n'est pas une hérésie, assure Pratley. Et d'ajouter : ces personnes savent de quoi Turner parle lorsqu'il dit que l'industrie des services financiers et certaines de ces activités sont socialement inutiles³⁸.

Aditya Chakraborty, chroniqueur économique du journal, publie le 28 août dans la version papier du *Guardian* un long commentaire sur la polémique déclenchée par Turner et s'efforce de montrer l'importance des notions développées par celui-ci. Chakraborty note que Turner n'est pas un trotskyste français, mais un ancien consultant de McKinsey et ex-banquier de Merrill Lynch. Il souligne aussi que Turner va beaucoup plus loin que la classe politique locale, plus préoccupée par la compétitivité de la City sur l'échiquier mondial que par les débats sur la réforme de la finance³⁹.

Un éditorial du 28 août est également très positif, se réjouissant de voir qu'un ex-banquier d'affaire comme Turner semble prêt à défendre une taxe sur les transactions financières⁴⁰. Le 28 août, le *Guardian* se fait également l'écho de la réaction très négative des milieux financiers sous le titre : « *Bankers' anger at FSA chief's tax proposal* ». Une autre note discordante est apportée par l'économiste et blogueur, Giles Wilkes,

qui s'oppose fermement à l'imposition d'une taxe sur les opérations financières le 28, mais seulement sur le site Internet du quotidien⁴¹.

La ligne éditoriale, néanmoins, est clairement pro-Turner. Ruth Sunderland a recours à plusieurs reprises à l'expression d'utilité sociale dans ses éditoriaux pour l'Observer, la version dominicale du Guardian. Ainsi, le 13 juin 2010, elle écrit : « The banks are meant to serve a socially useful function by channelling savings into productive businesses but they lost sight of that »⁴².

Le Guardian soutient Turner et lui fait un éloge le 16 juillet 2010 dans un éditorial intitulé : « In praise of... Adair Turner ». Cet éditorial souligne que sa notion d'utilité sociale s'est imposée : « Think back to last summer and his attack on "socially useless" banking – a phrase now widely accepted ».

The Independent, un quotidien classé plutôt au centre-gauche, se positionne de façon assez générique contre Turner et ses idées. Un éditorial dans le supplément économie de *l'Independent on Sunday*, le 30 août, trouve les propos de Turner excessifs et même bizarres⁴³. Le 28 août, deux éditorialistes avaient fait part de leur surprise. L'un deux insistait sur le paradoxe de voir Turner s'alarmer de l'hypertrophie de la finance dans la City. Un fonctionnaire allemand n'exprimerait pas le souhait de voir l'industrie automobile de son pays décroître, ni un Américain n'aimerait voir la part de marché des États-Unis se réduire dans l'industrie aéronautique, expliquait-il⁴⁴. L'autre éditorialiste considérait les idées de Turner chimériques (« *flight of fancy* ») et s'inquiétait que des pays plus dirigistes comme la France et l'Allemagne profitent de la crise pour imposer des régulations draconiennes aux banques⁴⁵.

Dans ces articles, *l'Independent* choisit un positionnement très distinct de celui du *Guardian*, qui, lui, a adopté une approche moralisatrice. Le positionnement du *Times*, quant à lui, peut surprendre car il n'allait pas de soi. Le *Times*, en effet, aurait pu jouer la carte des petits entrepreneurs et boutiquiers, victimes des puissances de la haute finance. Ce thème est présent dans les récits médiatiques britanniques, sous la forme assez particulière des « *fat cats* » – une expression qui désigne les dirigeants d'entreprises aux salaires exorbitants – qui est certes limpide, mais a également des relents populistes.

Conclusion

Ce moment discursif très intense montre que les grands quotidiens ne se sont pas contentés de regarder passer les trains. Selon Ian Hargreaves, la mission de base du journalisme, au-delà des multiples transformations qui affectent le quotidien des reporters, reste inchangée : « *It is to provide the information and argument that enables societies to work through their disagreements, to establish agreed facts and to know their priorities*⁴⁶. »

La presse britannique a donné accès au plus grand nombre à un sujet de réflexion qui était resté confidentiel et a ensuite alimenté les débats. Certes, la couverture de la crise par la presse en général a pu décevoir, et les « départements économiques » des journaux n'ont sans doute pas été assez souvent les « *milieux de débat sur les problèmes et les opportunités d'une société basée sur une économie mondiale* », pour reprendre l'expression utilisée dans un rapport de l'université de Zurich⁴⁷. Mais la presse a su monter au créneau lorsque l'occasion s'est présentée.

La fréquence de cette formule dans la presse généraliste britannique a explosé⁴⁸. Son usage s'est étalé sur plusieurs mois. En septembre 2010, plus d'un an après la table ronde, des articles évoquent toujours Turner et son expression⁴⁹, ou utilisent simplement sa formule, sans référence à son auteur⁵⁰. Les publications spécialisées lui ont emboîté le pas. Ainsi, la revue *Financial World* de Septembre 2010 inclut un article qui explique que beaucoup de produits financiers ont démontré leur utilité sociale et souhaite que les nouvelles réglementations ne découragent pas les innovations socialement utiles⁵¹.

Si l'expression d'utilité sociale s'est imposée dans le langage et les débats, l'impact sur la sphère financière est plus difficile à juger. Par exemple, en février 2010, une note du cercle de réflexion Bruegel – qui semble être assez influent à Bruxelles – analysait les mérites d'une taxe sur les transactions financières pour réduire des opérations socialement indésirables, mais avertissait qu'une taxe trop lourde menacerait les activités socialement utiles⁵². Le principe d'une taxe sur les banques s'est imposé dans quelques pays et des mesures législatives ont été adoptées, mais les considérations d'ordre moral ou social n'ont pas été déterminantes.

Presqu'un an après la parution de l'interview de Turner, l'institution qu'il dirige, la FSA – que le nouveau gouvernement britannique souhaite démanteler – a publié une série de propositions pour réduire les activités pour compte propre des banques. Dans sa couverture de ces mesures le 26 août 2010, le *Times* faisait explicitement référence à

Turner et l'inutilité économique de certaines activités financières dans la couverture de ces mesures. Le même article citait un responsable de la FSA, Paul Sharma, qui rappelait que certaines activités financières, « *comme Lord Turner l'a dit, [sont] économiquement inutiles* ».

Économiquement inutile, plutôt que socialement inutile, c'est en effet l'expression que Turner a dit préférer, car plus précise à ses yeux⁵³. Mais, pour le reste, Turner affirmait ne rien regretter. La nouvelle version, plus neutre, n'a pas eu le même succès que sa version originale. Et, au demeurant, Turner n'a pas délaissé l'expression *utilité sociale*. Quant au *Guardian*, il en reste un fervent partisan ■

Notes

1. *Prospect*, date du 27 août 2009, n°162. « How to tame global finance ».
2. COHEN Élie (2010), *Penser la crise*, Fayard, p. 250-251.
3. Dans le discours « Priorities for the reform of global regulation - challenging past assumptions », prononcé à Tel Aviv, 11 juin 2009, Turner déclare : « *And not all financial innovation is socially useful, indeed much of it is not* ». Et un peu plus loin : « *In the decade running up to the crisis parts of the global financial system probably grew to a scale beyond that the socially useful level* ».

http://www.fsa.gov.uk/pages/Library/Communication/Speeches/2009/0611_at.shtml

Dans le discours « Building a more stable global banking system », 27/04/2009, lors du Global Financial Forum, à New York, Turner affirme : « *Not all innovation is equally socially useful* ». Lors de la présentation du Rapport Turner à la presse le 18/03/2009, Turner envoie de nouveau un message très clair : « *And that much financial innovation has been of minimal social value, representing instead economic rent extraction which has swollen some parts of the financial sector beyond their economically efficient size.* »

http://www.fsa.gov.uk/pages/Library/Communication/Speeches/2009/0318_at.shtml.

Enfin, dans un discours prononcé le 30 juin 2009 lors de la conférence annuelle de l'association des banquiers britanniques (BBA), Turner affirme : « *Too much of the talent of the banking industry was devoted to developing ever more complex financial innovations, which were often based on regulation and tax arbitrage, and which did not deliver useful social value.* »

4. L'expression existe de longue date, notamment dans la littérature philanthropique. Mais on retrouve cette expression dans bien d'autres domaines. Ainsi, le psychologue autrichien Alfred Adler (1870-1937) utilisait-il cette expression.
5. « Scary sovereign funds », 10/09/2008. Ils écrivent : « *If propping up the banking system is not a socially useful role, what is it ?* »
<http://www.ft.com/cms/s/3/8705e3aa-7f40-11dd-a3da-000077b07658.html>
6. « The Invisible Hand Isn't Broken », 24/07/ 2009. <http://blogs.wsj.com/economics/>

« *The market has done a masterful job of channeling self-interest in socially useful directions for all manner of goods, including housing, for a very long time. But it does not insulate individuals or nations from the effects of stupidity.* »

7. <http://uk.reuters.com/article/idUKTRE57P5MW20090826>
8. <http://www.guardian.co.uk/business/2009/aug/27/fsa-bonus-city-banks-tax>
9. <http://ftalphaville.ft.com/blog/2009/08/27/68786/uk-regulator-hits-swollen-financial-sector/>
10. BBC Radio 4, « City “must build for its future” ». Audio disponible sur ce lien : http://news.bbc.co.uk/today/hi/today/newsid_8223000/8223894.stm

Le résumé de l'entretien est clair : « *The boss of the UK's financial watchdog Lord Turner has said he backs a new tax on banks as a means to prevent excess bonus payments in the industry. Angela Knight, of the British Bankers Association, discusses whether much of the activity of the City of London is “socially useless”.* »

11. Angela Knight, « Sorry, Lord Turner, but you're way out of step », 28/08/2009. Elle écrit : « *In an industry the size of the City, some activity may be going on that we could do without* ». Plus loin : « *But his proposal of a new tax on financial transactions – over and above the current stamp duty – is most controversial.* »

<http://www.thisislondon.co.uk/standard-business/article-23737886-comment-sorry-lord-turner-but-youre-way-out-of-step.do>

12. Entretien en ligne sur le site de CNBC : <http://www.cnbc.com/id/15840232?video=1229031534&play=1>
13. Échange d'e-mails, le 25/08/2010.

14. Ce mensuel est décrit par *Courrier International*, dans sa section Planète Presse, de la façon suivante : « *Fondée en octobre 1995, cette revue indépendante de la gauche libérale britannique offre à un lectorat cultivé et curieux des articles de grande qualité, avec un goût marqué pour les points de vue à contre-courant et les analyses contradictoires.* »

15. Le *Daily Mail*, le 07/02/03, décrivait Turner ainsi : « *Despite his Tory roots and the description of himself now as a “liberal” in the traditions of market economists Karl Popper and Friedrich von Hayek, Turner has no philosophical objection to compulsory pension saving.* »

<http://www.thisislondon.co.uk/news/article-3269297-pensions-supremo-turner-is-chasing-an-elusive-prize.do>

16. *Le Point*, 10/09/2009 ; Périscope.
17. *Marianne*, « La City, ce fauve que nul ne dompte... » (30/01/10.)

http://www.marianne2.fr/La-City-ce-fauve-que-nul-ne-dompte_a184769.html

« *Sec comme un théorème, il pratique le terrorisme glacé de la politesse. Pourtant avare de compliments, le Financial Times le décrit comme « l'une des personnalités les plus brillantes de sa génération ». Peu lui chaut d'être accusé de « socialisme » ou surnommé « Adair le rouge » par la presse populaire.* » En fait, Turner défend l'économie de marché comme mode de vie (dans le sens où elle offre une multitude de choix et d'opportunités, et offre un cadre propice à l'innovation) mais rejette la croissance du PIB comme une fin en soi. Il affirme que les gains supplémentaires de croissance dans les pays les plus riches ne doivent pas se produire au détriment de la stabilité du système financier, de la société

- en général ou d'autres parties du monde. Dans les pays pauvres, la croissance du PIB est une nécessité. Une vision développée lors d'une série de conférences à la London School of Economics. *Lionel Robbins Memorial Lectures - Economic Freedom and Public Policy : Economics as a Moral Discipline*, Adair Turner, 13, 14 et 15 octobre 2010.
18. Gillian Tett met en ligne une chronique le 27 et publie un article dans la version papier le 28 août, « The flawed ideas that mean we need a new compass ». Une semaine avant, Tett avait annoncé à la fin d'une chronique qui était déjà consacrée à ce chantier intellectuel que Turner avait avancé des idées iconoclastes sur la question, mais sans élaborer. Tett promettait d'en dire plus la semaine suivante : « *I will seek to flesh out some of those [very practical implications about how policy is formulated] in next week's column, in relation to some striking ideas being quietly developed by a few financial officials, such as Adair Turner, chairman of the UK's Financial Services Authority* ». « The financial doublethink that needs to be eliminated », *Financial Times*, 21 août 2010.
 19. *Financial News*, « Icap's Spencer "genuinely offended" by Turner's "socially useless" claim » (01/12/09).
<http://www.efinancialnews.com/story/2009-12-01/icaps-spencer-genuinely-offended-by-turners-socially-useless-claim>
 20. L'hebdomadaire *The Economist* ne manque pas de relever que si des activités sont inutiles, d'autres sont forcément utiles (Buttonwood, 10/09/09). Turner admet la difficulté de faire la distinction entre les unes et les autres. Dans la table ronde de *Prospect*, Turner se demande s'il aurait mieux valu qu'il n'y ait aucun CDS (des contrats d'assurance contre le risque de défaut de paiement ou de faillite) ou seulement quelques CDS. Mais il se refuse à apporter une réponse, et reconnaît qu'il est difficile de faire le tri. Plusieurs mois plus tard, il explique dans un discours que les opérations financières motivées par des arbitrages fiscaux ou réglementaires, visant donc à payer moins d'impôts ou réduire les quantités de capital à mettre de côté pour absorber d'éventuelles pertes, sans que ces opérations réduisent réellement les risques encourus par la banque, entrent dans la catégorie « socialement inutiles », dans le sens où elles n'ont aucune valeur économique pour la société, et cela même si ces opérations sont rentables pour la banque en question. Selon Turner, une partie significative des opérations de titrisation suivaient cette logique d'arbitrage (« What do banks do, what should they do and what public policies are needed to ensure best results for the real economy ? », CASS Business School, 17/03/10).
 21. En fait, la frontière est parfois très floue. Par exemple, financer l'accès au logement est considéré comme utile (notamment, permettre aux ménages les plus pauvres d'emprunter), tandis que contribuer à un boom immobilier grâce à ces financements est plus douteux. Mais contribuer à la création d'une bulle immobilière gigantesque est dommageable pour l'économie dans sa totalité. Dans ce dernier cas, qui correspond au boom de la période 2000-2007, accorder à des ménages des prêts qu'ils seront incapables d'honorer n'est pas socialement utile, même si, comme le remarque *The Economist*, en principe on pourrait penser qu'un boom immobilier peut contribuer, à la marge, à la construction de logements de meilleure qualité, mais ces effets positifs sont anéantis par l'instabilité financière et économique ainsi créée (« Buttonwood : A mirage, not a miracle », *The Economist*, n°8691, 17-23 juillet, 2010, p.76).
 22. ZIZEK Slavoj (2009), « First as a tragedy, then As a farce », *Verso*, p. 12-15.
 23. « Formulée ainsi, la question est biaisée : s'il faut le moraliser, c'est que le capitalisme est immoral ; si on peut le faire, c'est qu'il n'est pas intrinsèquement immoral dans ses structures.

Seuls ses excès seraient en cause. Or l'immoralité est constitutive du capitalisme, contrairement à la conception qui prétend faire de l'économie une réalité échappant à la morale. »

<http://www.monde-diplomatique.fr/2010/07/QUINIOU/19392>

24. *The Times*, 29 août 2009, « Banks and Benefits. The FSA chairman is in no position to judge what is socially useless ».
25. *Sunday Times*, 30 août 2009, « Turner taxes our patience ».
26. STIGLITZ Joseph (2010), *Freefall*, Allen Lane, p. 205 et p. 244.
27. « Banque et rente : un couple qui fonctionne à merveille », www.latribune.fr (26/10/09). Dans son analyse, la journaliste Valérie Segond, écrit : « Si, dans la banque, les bonus sont trop gros, c'est parce que les profits des banques de financement et d'investissement (BFI) sont devenus exorbitants. Inaudible il y a peu, ce constat a gagné en respectabilité lorsque Lord Turner, le patron du régulateur britannique, dénonça haut et fort les "profits indécentes d'un secteur hypertrophié". »
28. *Times*, « Amid all the financial flak, our insurers deserve a break », analyse rédigée par David Wighton, Business Editor.
29. Philip Aldrick, « Lord Turner puts in focus regulators' task », article mis en ligne le soir du 27 août 2009.
30. « Time for shareholders to step up and hold investment banks to account » (27/08/10). Reece explique : « That would be more of a rational, market-led response to a market problem instead of expecting regulators, with only limited influence in reality, to solve the problem themselves. »
31. « Since when were we against wealth creation ? », commentaire de Jonathan Sibun mis en ligne le soir du 29 août 2009.
32. Le chapeau annonce : « It's time for bankers to stop pretending they're not just in it for the money. Lord Turner believes much of the City is "socially useless". Is that such a bad thing, asks Tracy Corrigan. » *Le Telegraph*, mis en ligne le soir du 31 août 2009.
33. « Lord Turner tries to remind MPs of the social usefulness of being a brainbox. Lord Turner, the chairman of the Financial Services Authority, has little doubt that his mega-brain is socially useful. »
34. Nils Pratley, « Three cheers for Turner and tax on easy money », édition papier du 27 août.
35. Dan Roberts, « Campaign bypasses bankers and overlooks imbalance », 13 avril 2010.
36. Stewart Lansley, « What is the City good for, again ? », mis en ligne à 11h09 le 27.
37. Dan Roberts, « Pittsburgh G20 is last chance for revolution », mis en ligne à 14h35.
38. Nils Pratley, « Treasury would be crazy not to listen to Turner's tax idea », mis en ligne à 20h11.
39. Aditya Chakraborty, « This unexpected radical shows up an abject failure to tame the banks », mis en ligne le soir du 27, publication papier le 28.
40. « Reforming finance: Daring Adair »
<http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2009/aug/28/turner-tobin-tax-city>

41. Giles Wilkes, « A transaction tax? No thanks ».
<http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2009/aug/28/transaction-tax-fsa-turner>
42. Ruth Sunderland, « Banks are carrying on while the rest of us pay the price ».
43. Simon Evans, « Turner's antidote would kill, not cure, the City », *Independent on Sunday*, 30 août 2009.
44. Hamish McRae, « Lord Turner's tax is a trauma too far for our biggest foreign earner », *Independent*, 28 août 2009.
45. David Prosser, « The banks are their own worst enemies », *Independent*, 28 août 2009.
46. Hargreaves Ian (2005), *Journalism. A very short introduction*, Oxford University Press, p.18.
47. Forschungsbereich Öffentlichkeit und Gesellschaft / Université de Zurich, *Qualité des médias*, Annales 2010, Principaux constats, p.23.
<http://jahrbuch.foeg.uzh.ch/Broschren/Broschueren/Fran%C3%A7ais.pdf>
48. Une recherche sur le site du quotidien anglophone canadien *Globe and Mail* de la formule « utilité sociale » donne cinq résultats (le 22 septembre 2010), dont un seul en relation avec la finance (Goldman Sachs) ; alors que le moteur de recherche du *Guardian* donne plusieurs pages d'articles récents. Le moteur de recherche du *Globe and Mail* ne trouve aucun article contenant l'expression « socially useless », alors que la *Guardian* donne plusieurs pages d'articles presque tous publiés après la table ronde de Turner.
49. L'économiste Roger Bootle écrivait le 19 septembre 2010 dans un éditorial du *Telegraph* : « *It is about the feeling that much of what bankers get up to is, in Lord Turner's pithy words, "socially useless" or, still worse, socially harmful* ». L'éditorialiste de l'*Evening Standard* Anthony Hilton écrit le 7 septembre 2010 : « *The idea is certainly out there for discussion, with the Financial Services Authority chairman Lord Turner pointing out that some financial activity did not appear to be socially useful, but more interestingly also suggesting that there might be a point where the ever-increasing intensity of financial services activity produces diminishing returns* ».
50. « Why banking reform will remain timid », *Telegraph*, 14 septembre 2010. Selon le journaliste, « *The City may or may not be a "socially useless" sphere of activity, but it is also Britain's biggest single source of tax revenue and overseas earnings. It's therefore easy for the bankers to get their way by threatening to take their business elsewhere.* »
51. Bob Litan, « Nurturing "good" innovations », *Financial World*, septembre 2010, p. 12. Revue publiée par IFS School of Finance, en partenariat avec le Centre for the Study of Financial Innovation.
52. Zsolt Darvas & Jakob von Weizsäcker, « Financial transaction tax : small is beautiful », *Bruegel Policy contribution*, Issue 2010/02, février 2010.
53. Interview à l'agence *Bloomberg* le 8 janvier 2010, disponible sur le site de *BusinessWeek* : <http://www.businessweek.com/news/2010-01-08/turner-plan-on-socially-useless-trades-make-bankers-see-red.html>

Références bibliographiques

COHEN Élie (2010), *Penser la crise*, Paris, Fayard.

HARGREAVES Ian (2005), *Journalism. A very short introduction*, Oxford University Press.

STIGLITZ Joseph (2010), *Freefall*, Allen Lane.

ZIZEK Slavoj (2009), *First as a tragedy, then As a farce*, Verso.